



POUR UNE GRANDE LOI SCOLAIRE QUI REMETTE LA REPUBLIQUE DEBOUT

NOS 20 PROPOSITIONS

Le 18 mai 2015

La réforme du collège portée par la ministre de l'Éducation nationale est gravissime. Bien loin d'être un combat d'arrière-garde, un prétexte politicien pour mettre en difficulté le gouvernement ou une ministre en particulier, un mouvement de rejet recueille un très large écho dans notre pays et transcende les divisions partisans, comme le montrent, par exemple les dernières réunions de section de la FCPE (la plus grande fédération de parents d'élèves de l'enseignement public, marquée à gauche) où la base adhérente a vivement critiqué ses dirigeants qui soutiennent la réforme.

En effet, les Français ont bien compris, malgré une « novlangue » pédagogue destinée à tromper son monde par une pseudo-scientificité, que l'on s'attaquait là au cœur de ce qui fonctionne encore dans un système scolaire à la dérive, malgré le travail formidable accompli par les acteurs de terrain. Objectifs fixés par cycle de trois ans plutôt que par année, programmes *a minima*, réduction notable des enseignements fondamentaux jugés « ennuyeux », interdisciplinarité étendue par le biais d'EPI (enseignements pratiques interdisciplinaires) qui substituent le « ludique », au travail réel, possibilité donnée aux chefs d'établissement de jongler à leur gré avec les moyens humains et matériels, tablettes gadgets largement diffusées malgré l'insuccès notable et le coût imposé, en Corrèze, par un président de conseil général appelé depuis aux plus hautes fonctions de l'État, suppression des classes bi-langues et des sections internationales, mise au rencart des humanités classiques, suppression de l'aide individuelle : tout est mis en place pour que cette réforme qui se prétend anti-élitaire ait pour conséquence évidente et immédiate l'effet inverse.

La réforme du collège favorise d'abord tous ceux qui disposent déjà d'un capital culturel et/ou dont les parents ont les moyens financiers de payer des cours particuliers ou de recourir au privé. Elle nivelle vers le bas tous les autres, et écrase les élèves les plus en difficulté. Le vrai conservatisme et le manque d'ambition sont bien là et certainement pas dans l'élitisme républicain auquel nous sommes attachés. Il faut avoir conscience que les immenses espoirs suscités par l'élan du 11 janvier de fonder enfin une école républicaine qui transmette de vrais savoirs, de vraies valeurs, qui encourage l'effort, qui promeuve le mérite et qui forme des citoyens, sont enterrés par cette réforme.

Nous ne voulons pas que l'école de la République devienne une fabrique de consommateurs-producteurs formatés pour l'économie mondialisée. Nous ne voulons pas que la République se dissolve dans le pédagogisme décentralisé et dans le communautarisme béat.

Debout la France réclame depuis sa création, voilà sept ans, une politique radicalement différente en matière d'instruction publique. *Debout la France*, qui a été le tout premier parti à se lever contre cette réforme, réclame une grande loi scolaire qui mette fin à toutes ces dérives, qui permette à la méritocratie de ne pas être un vain mot, qui soit plus juste socialement et qui fasse de chacun de nos enfants un citoyen responsable et un adulte qui trouvera, dans notre société, la place à laquelle il a droit d'aspirer. Les 20 principales propositions pour y parvenir, soumises à référendum préalable, sont proposées ici.

PRIMAIRE

- 1- Augmentation du temps scolaire consacré au français.
- 2- Généralisation des méthodes éprouvées comme la réintroduction systématique de la méthode syllabique pour la lecture et peut-être du boulier pour apprendre à se représenter mentalement les quantités.
- 3- Dédoublage systématique des classes dans les établissements sensibles, notamment en CP.
- 4- Abandon de la réforme des rythmes scolaires.
- 5- Restauration de la possibilité de redoubler une classe pour donner la chance aux enfants en difficulté d'acquiescer ou de consolider les bases.
- 6- Formation des professeurs des écoles dans le cadre d'une licence pluridisciplinaire dans des écoles normales.

PRIMAIRE ET COLLEGE

- 7- Suppression de l'enseignement des langues et des cultures d'origine (ELCO).
- 8- Sanctuarisation des établissements scolaires.
- 9- Possibilité pour un établissement, en accord avec la communauté éducative, de décider du port de l'uniforme dans le primaire et au collège, et de l'interdiction des téléphones portables.
- 10- Apprentissage des règles élémentaires de civilité.
- 11- Revalorisation du métier d'enseignant par le rétablissement de l'autorité et par l'augmentation notable du traitement (les enseignants français sont parmi les moins bien payés d'Europe), en particulier ceux qui choisissent de s'investir et d'enseigner dans les zones sensibles.
- 12- Recrutement des étudiants motivés pour diriger les études, le soir et donner des cours de soutien, particulièrement en zone sensible.
- 13- Abandon du socle commun des compétences qui met l'exigence au niveau le plus bas et condamne à jamais l'ambition de ceux qui ne sont pas bien nés.
- 14- Introduction d'un examen d'entrée en sixième avec mise à niveau obligatoire, via des classes de remédiation, pour les élèves qui ne maîtrisent pas encore le B.A.-BA de la lecture, de l'écriture et des quatre opérations de calcul.

COLLEGE

15- Fin du collège unique au profit du collège commun avec création de vraies classes de niveau avec des enseignements renforcés en fonction des besoins.

16- Révision de l'ensemble des programmes dans le sens d'une plus haute exigence.

17- Rétablissement de toutes les heures de français supprimées par les gouvernements successifs depuis 25 ans dans le secondaire.

18- Développement de l'accompagnement personnalisé des élèves en difficulté et récréation et développement des internats d'excellence.

19- Revalorisation de l'apprentissage et des filières professionnelles et multiplication des passerelles entre filières et parcours.

20- Mise en place d'un crédit d'études pour les élèves qui ont quitté tôt le circuit scolaire et qui souhaitent reprendre des études.

... Et préalablement, abandon immédiat de la réforme du collège